Accueil / Mes cours / 20	124_S5_DRG1 / Sections / Consignes / Evaluation du 13/12
<b>État</b> Term	day 13 December 2021, 11:11 niné day 13 December 2021, 11:49
Temps mis 37 m Points 8,50	nin 49 s
Question <b>1</b> Correct Note de 1,00 sur 1,00	
Le pourvoi en cassation	est uniquement réservé
<ul><li>a. Aux questions d</li><li>b. Aux questions d</li><li>c. Aux questions d</li></ul>	le compétence territoriale
Votre réponse est correc La réponse correcte est	
Question <b>2</b> Correct Note de 1,00 sur 1,00	
L'article 12 de la déclara	tion des droits de l'homme et du citoyen de 1789
ob. Laisse la possible	nt l'État peut déléguer au privé la force publique ilité à l'État de déléguer à des personnes privées la force publique e soin d'organiser la force publique
Votre réponse est correc La réponse correcte est	cte. : Laisse à l'État le soin d'organiser la force publique

Question <b>3</b> Non répondue Noté sur 1,00
Pour Air France l'art 13 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789
<ul> <li>a. Interdit de lui demander de ramener les étrangers dans leur pays d'origine</li> <li>b. Oblige les étrangers à payer leur retour</li> <li>c. Oblige l'État à indemniser Air France pour le retour de ces étrangers</li> </ul>
Votre réponse est incorrecte. La réponse correcte est : Interdit de lui demander de ramener les étrangers dans leur pays d'origine
Question <b>4</b> Non répondue Noté sur 1,00
Les Directives européennes sont directement applicables dans les États membres
<ul><li>a. Vrai</li><li>b. Faux</li></ul>
Votre réponse est incorrecte.  La réponse correcte est : Faux
Question <b>5</b> Correct Note de 1,00 sur 1,00
L'article L. 213-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers
<ul> <li>a. N'impose pas à Air France d'exercer une contrainte sur les personnes</li> <li>b. Impose à Air France de contraindre certains étrangers à reprendre un vol</li> <li>c. Impose à Air France d'arrêter les étrangers en situation irrégulière</li> </ul>
Votre réponse est correcte.  La réponse correcte est : N'impose pas à Air France d'exercer une contrainte sur les personnes

Question 6
Correct  Note de 1,00 sur 1,00
L'article 9 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen :
<ul><li>a. Impose le jugement d'un tribunal pour « ramener un étranger »</li><li>b. Interdit la détention préventive</li></ul>
<ul><li>○ c. Traite du sort des personnes en attente d'être jugées</li></ul>
Votre réponse est correcte. La réponse correcte est : Traite du sort des personnes en attente d'être jugées
Question <b>7</b> Correct Note de 1,00 sur 1,00
L'article 13 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789
<ul> <li>a. Impose de répartir les frais inhérents au maintien de l'ordre de façon équitable</li> <li>b. Impose à l'État d'assumer seul les frais inhérents au maintien de l'ordre</li> <li>c. Interdit de faire contribuer une entreprise privée aux frais inhérents au maintien de l'ordre</li> </ul>
Votre réponse est correcte. La réponse correcte est : Impose de répartir les frais inhérents au maintien de l'ordre de façon équitable
Question <b>8</b> Correct Note de 1,00 sur 1,00
Air France prétend que l'article L. 213-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers :
<ul> <li>a. Est contraire à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789</li> <li>b. Est conforme à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789</li> </ul>
C. N'est pas applicable en France car issu d'une directive non transposée
Votre réponse est correcte.

La réponse correcte est : Est contraire à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

Question <b>9</b> Incorrect
Note de -0,50 sur 1,00
Le Conseil Constitutionnel
a. Juge l'article L. 213-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers conforme à la Constitution
<ul> <li>b. S'estime incompétent car il s'agit d'une disposition issue d'une directive</li> </ul>
o. Demande à renvoyer devant une juridiction européenne
Votre réponse est incorrecte.
La réponse correcte est : Juge l'article L. 213-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers conforme à la Constitution
Question 10
Correct
Note de 1,00 sur 1,00
La Cour de Cassation
a. Est plus compétente que les Tribunaux Correctionnels
○ b. Est plus compétente que la Cour d'Appel
<ul> <li>⊚ c. Est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français</li> </ul>
Votre réponse est correcte.
La réponse correcte est : Est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français
Question 11
Correct
Note de 1,00 sur 1,00
Le droit pénal a pour but
a. D'allouer des dommages intérêts à la victime
<ul><li>b. De sanctionner les auteurs des infractions</li></ul>
o. De réparer le préjudice moral subi par la victime
Votre réponse est correcte.
La réponse correcte est : De sanctionner les auteurs des infractions

Question 12 Non répondue Noté sur 1,00
Les dispositions contestées de l'article L. 213-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers ont pour origine une Directive européenne
<ul><li>a. VRAI</li><li>b. FAUX</li></ul>
Votre réponse est incorrecte.  La réponse correcte est :  VRAI
Question 13 Non répondue Noté sur 1,00
La Jurisprudence
a. Est une source d'interprétation de la règle de droit
○ b. S'impose à tous au même titre que la loi
○ c. S'impose aux juges de la même juridiction
Votre réponse est incorrecte.
La réponse correcte est : Est une source d'interprétation de la règle de droit
Question 14
Non répondue
Noté sur 1,00
La question prioritaire de constitutionnalité
<ul> <li>a. Permet au gouvernement de faire vérifier la constitutionnalité d'une loi qui n'aurait pas été déférée au Conseil Constitutionnel lors de son adoption</li> </ul>
<ul> <li>b. Permet au justiciable de contester, devant le juge en charge de son litige, la constitutionnalité d'une disposition législative applicable à son affaire</li> </ul>
o. Permet au juge de demander à vérifier la constitutionnalité d'une loi avant de l'appliquer

Votre réponse est incorrecte.

La réponse correcte est : Permet au justiciable de contester, devant le juge en charge de son litige, la constitutionnalité d'une disposition législative applicable à son affaire

Question 15	
Correct	
Note de 1,00 sur 1,00	
La décision de mettre en œuvre le réacheminement d'une personne non admise sur le territoire français ne dépend pas d'Air France	
o a. Faux	
Votre réponse est correcte.	
La réponse correcte est : Vrai	
▼ Texte à lire	
Aller à	